

DECLARATION DE POLITIQUE GENERALE

Par Mme Angela Merkel, chancelière de la République fédérale d'Allemagne, devant le Bundestag, à Berlin, le jeudi 1er mars 2007

Monsieur le Président! Chers collègues! Je me réjouis de m'adresser à vous aujourd'hui en qualité de présidente du Conseil européen. Le gouvernement fédéral s'est très bien préparé à cette présidence; la réunion du Conseil de la semaine prochaine, dont nous parlons aujourd'hui, a en effet été précédée de nombreux conseils dans différentes formations.

Comme vous le savez, le 50e anniversaire des Traités de Rome sera célébré pendant la présidence allemande. Je crois que nous pouvons dire que, comme en 1957, l'Union européenne se trouve de nouveau aujourd'hui à une croisée des chemins décisive, dans des conditions néanmoins tout à fait différentes. Il y a 50 ans, il s'agissait de reconstruire l'Europe, d'édifier des fondements porteurs pour une amorce de prospérité, alors qu'il s'agit aujourd'hui d'adapter l'Union européenne à sa nouvelle taille, d'une part, et à un contexte mondial complètement transformé, d'autre part, adaptations qui ont été omises ou seulement faites à moitié jusqu'ici.

En exerçant la présidence de l'UE, le gouvernement fédéral assume sa responsabilité. Nous voulons faire avancer le projet européen. Les Européens doivent ressentir l'utilité de l'Union européenne. Tel est notre objectif. Pour ce faire, il est nécessaire d'obtenir l'adhésion des citoyennes et des citoyens à l'Union européenne et à ce qui se produit dans l'Union.

Cela dit, une chose est claire: l'Europe ne pourra affirmer ses valeurs de même que son mode de vie, et continuer de les promouvoir que si elle réussit sur le plan économique. Nous savons que le monde n'attend pas l'Europe. D'autres régions du monde se développent en partie à une cadence réellement époustouflante. C'est la caractéristique de la mondialisation. De nombreux pays du monde cherchent aujourd'hui à apporter également à leurs habitants une plus grande prospérité et de meilleures conditions de vie.

Le succès économique, nous le savons, n'est pas une valeur en soi; il doit servir les hommes, si possible tous les hommes, et leur ouvrir des perspectives d'avenir. C'est à nos yeux le credo, c'est ainsi que nous l'appelons en Allemagne, de l'économie sociale de marché. En créant le marché unique, l'Europe a déjà, je crois qu'il n'y a pas de doute à ce sujet, écrit l'histoire d'une réussite économique. Il ne fait aucun doute non plus à mes yeux que l'Allemagne, en tant qu'économie axée sur l'exportation, profite énormément de ce marché unique. Il est important que ces fruits soient récoltés par ceux qui dépendent de notre solidarité. C'est vrai pour les citoyennes et citoyens de l'Union européenne, mais cela vaut aussi pour notre capacité à apporter notre aide et notre soutien en dehors des frontières de l'Europe.

L'Europe symbolise une alliance entre rendement économique et justice sociale. Toutefois, nous sentons que ce modèle qui a fonctionné pendant de nombreuses décennies subit une nouvelle pression du fait de la mondialisation. Nous devons voir comment réagir et nous demander ce que signifie la prospérité pour tous et ce que cela implique en ce XXIe siècle.

Il est clair, je pense, que pour parvenir à ces objectifs, la croissance est nécessaire tout d'abord, la croissance dans une dimension très spécifique, c'est-à-dire la croissance qualitative, mais aussi dans bien des domaines la croissance quantitative. Sans la croissance, il ne sera pas possible de maintenir la prospérité, pas plus qu'il ne sera possible de se montrer solidaire. Pour

que la solidarité et l'esprit civique demeurent une réalité pour les individus au XXI^e siècle, nous devons tout mettre en oeuvre pour rester une société performante dans l'Union européenne.

Vous savez que le Conseil européen de printemps, qui se tiendra la semaine prochaine les 8 et 9 mars, traite traditionnellement en priorité justement de la dynamique économique et de la compétitivité internationale de l'Europe. Dans ce contexte, une chose est claire pour nous: renforcer la compétitivité, créer des emplois et améliorer la cohésion sociale sont des objectifs d'égale importance et qui se conditionnent mutuellement. Telle est notre conception de la politique de réforme, et telle est aussi l'idée que nous nous faisons de ce que nous appelons le "modèle social européen".

Ce modèle social n'est pas accepté partout dans le monde. L'Europe doit lutter pour l'imposer comme modèle compétitif et performant, et elle doit fixer les normes nécessaires à cet effet.

Il est vrai, nous le savons, que ce sont les États membres qui portent très largement la responsabilité de la réussite de cette stratégie. C'est précisément la raison pour laquelle nous discutons chez nous, en Allemagne, de projets de réforme de grande envergure. Il est clair que ces efforts doivent être soutenus bien entendu par le cadre fixé par l'Union européenne, par Bruxelles donc. C'est pourquoi nous avons prévu pour ce sommet de printemps de discuter de points très précis concernant la stratégie de Lisbonne. En font partie les questions relatives à la cohésion sociale; en font partie la politique énergétique et la protection du climat; en font partie aussi le développement et l'achèvement du marché unique ainsi qu'une plus grande flexibilité grâce à la réduction des charges administratives. Voici donc les thèmes prioritaires du Conseil européen de printemps 2007.

La Commission peut faire état du fait qu'elle a d'ores et déjà mis en oeuvre 75% des projets énoncés dans le cadre de la stratégie de Lisbonne. Pour atteindre les objectifs de cette stratégie, il est nécessaire de conjuguer les efforts nationaux et européens. D'un autre côté, nous savons aussi bien entendu que nous sommes encore loin du grand objectif de la stratégie de Lisbonne, lequel consiste à devenir le continent de la planète le plus dynamique, le plus créatif et le plus favorable à la croissance. En d'autres termes, nous avons encore beaucoup à faire.

Nous avons cependant déjà progressé. Cela aussi il faut le dire. Une étude réalisée récemment par le groupe d'assurance Allianz et le laboratoire d'idées bruxellois "Lisbon Council" indique que la Suède, la Belgique, l'Allemagne et le Royaume-Uni ont rattrapé les États-Unis en termes de productivité. Nous savons tous combien ce genre d'étude est relatif, mais je crois néanmoins que ce résultat nous encourage précisément à poursuivre sur la voie de la réforme.

Les chiffres le prouvent: la dynamique économique européenne s'est accrue dans l'ensemble. Après 1,7% de croissance en 2005, nous avons enregistré 2,8% de croissance l'année dernière. Le taux de chômage, le plus important étant pour beaucoup la création d'emplois, reculera de 8,8% en 2005 probablement à 7,3% en 2008.

Nous savons que l'Allemagne joue un rôle tout à fait essentiel dans ce concert européen. Sans vouloir les surestimer, les chiffres qui ont été publiés hier sur le marché de l'emploi montrent que nous sommes sur la bonne voie. Plus de 4 millions de chômeurs, cela ne peut pas nous satisfaire, c'est certain. Nous pouvons dire néanmoins que nous avons fait de très gros progrès par rapport à l'année précédente. Nous devons nous appuyer sur cette base et poursuivre dans cette voie.

Nous savons que la réduction des charges superflues peut avoir une influence tout à fait décisive sur la croissance économique. La Commission européenne s'est fixé comme objectif de réduire, d'ici à 2011, les charges administratives des entreprises de 25%. Selon la Commission européenne, cela représente un potentiel de croissance économique supplémentaire de quelque 1,5%. Cette méthode est donc payante. C'est pourquoi je me félicite de cet objectif de réduction. J'espère que nous pourrions nous accorder sur ce chiffre la semaine prochaine lors du Conseil européen. Nous avons décidé hier en conseil des ministres de réduire d'environ 25% les charges administratives en Allemagne concernant les obligations statistiques et les obligations d'information. Je crois que c'est un bon objectif national complémentaire, qui nous permettra d'exiger ensuite des changements correspondants en Europe.

Nous reconnaissons que nous avons besoin d'un cadre réglementaire pour notre développement économique, mais d'un cadre réglementaire qui nous offre et nous laisse une certaine latitude libérale. Voir le cycle de Doha, pour lequel nous nous sommes massivement engagés, se terminer avec succès est donc pour nous une autre priorité au cours de cette année. Car nous savons que l'Union européenne, tout comme et tout spécialement l'Allemagne, numéro un mondial des exportations, peuvent tirer profit d'une libéralisation des échanges commerciaux internationaux. D'un autre côté, nous savons aussi qu'en pratiquant le commerce équitable à l'échelle mondiale, nous aidons tout particulièrement les pays en développement. Il est donc extrêmement urgent d'avancer dans ce domaine.

Aux efforts que nous déployons pour libéraliser le commerce mondial, nous voulons ajouter, et je dis bien ajouter car il arrive fréquemment que l'on confonde, un partenariat économique transatlantique plus étroit. Il n'est pas question ici de droits de douane et de barrières tarifaires. Non, il s'agit de parvenir, en ce qui concerne les normes réglementaires, à une plus grande harmonisation entre l'Union européenne et les États-Unis en matière de protection de la propriété intellectuelle, de réglementation des marchés financiers et de normalisation des produits industriels. Nous croyons pouvoir dégager ainsi des marges de manœuvre considérables, que nous pourrions ensuite réinvestir dans l'innovation et la créativité. Nous savons, compte tenu de la concurrence avec la Chine et l'Inde, que c'est une nécessité urgente. Je me réjouis de voir les signes positifs qui indiquent que nous allons pouvoir nous mettre d'accord précisément sur ce point lors du prochain Conseil européen.

Un tel partenariat économique transatlantique sera également au menu du sommet UE/États-Unis fin avril, au cours duquel nous avons l'intention de faire avancer ce projet.

Mesdames, Messieurs, nous savons que pour assurer notre avenir économique, la sécurité énergétique est absolument essentielle. En d'autres termes, nous avons besoin d'une énergie fiable, durable dont le prix soit abordable. La protection du climat est un thème qui y est bien entendu directement associé. Les deux sont des moteurs de croissance primordiaux. Ils constitueront donc une priorité du prochain Conseil européen. Si les délibérations aboutissent, nous édifierons des fondements stratégiques permettant un approvisionnement énergétique compétitif, respectueux du climat et sûr, préalable indispensable pour que l'Union européenne puisse continuer de bien se développer.

Nous devrions également songer aux défis auxquels il nous faut faire face dans la protection du climat si nous prenons véritablement au sérieux les rapports internationaux et les rapports scientifiques que nous entendons. Si nous continuons sur notre lancée, les émissions de gaz à effet de serre auront atteint d'ici à 2030, dans le monde entier, un niveau supérieur de 55% à celui de 1990. Nous ne pouvons ignorer les répercussions énormes de cette augmentation. Je vous pose la question: voulons-nous fermer les yeux devant le fait que onze des douze

dernières années ont été les plus chaudes depuis que les relevés météorologiques existent ? Voulons-nous tout simplement accepter que le niveau de la mer monte et que des villes comme Amsterdam, Venise, Le Caire et Mumbai se trouvent ainsi en danger ? Voulons-nous accepter d'être confrontés à des phénomènes climatiques parfaitement inconnus, par exemple les nuits tropicales que l'on prévoit à la moitié du XXI^e siècle dans la région du Harz ? À mon avis, nous ne pouvons pas rester sans rien faire, d'autant que le rapport Stern nous a renseignés sur le coût économique qui résulterait de l'immobilisme. Il est donc temps d'agir, et c'est pourquoi il faut agir.

Lors du Conseil de printemps de l'année dernière, nous avons lancé cette discussion sur le thème de l'énergie, mais aussi de la protection du climat. La Commission y a réagi avec ses propositions relatives à un concept intégré. Il s'agit d'un pas en avant au niveau qualitatif. Il incombe désormais au Conseil de soutenir ce concept intégré. Les objectifs en matière de protection du climat sont ambitieux. J'approuve la proposition visant à réduire de 20% les émissions de gaz à effet de serre dans l'Union européenne d'ici 2020, et je me réjouis que le Conseil de l'environnement et le Conseil de l'énergie en fassent autant. Si d'autres acteurs internationaux sont des nôtres, nous envisagerons aussi une diminution de 30%.

Je ne vous cacherai pas qu'il s'agit d'un objectif vraiment ambitieux. Permettez-moi de vous exposer ceci: le Protocole de Kyoto exige de l'Union européenne qu'elle réduise ses émissions de CO₂ de 8% entre 1990 et 2012, c'est-à-dire en 22 ans. L'objectif que nous nous imposons aujourd'hui implique qu'entre 2012 et 2020, donc en huit ans, nous les réduisions encore de 12%. À l'heure actuelle, en ce début d'année 2007, nous avons atteint dans l'Union européenne 1,2% sur les 8% convenus. La République fédérale d'Allemagne s'est engagée, dans le cadre du Protocole de Kyoto, à se charger de 75% des réductions, et ce, bien que nous ne représentions que 20% de la population et que nous ne produisions qu'un quart des émissions de l'Union européenne. Bien entendu, nous avons grâce à l'unification allemande une certaine longueur d'avance. Cela ne sera plus le cas pour la prochaine période. Je vous ai ainsi décrit la dimension de l'engagement que voudrait prendre l'Union européenne.

Je le dis clairement: nous devons et nous voulons démontrer d'ici 2020 que l'écologie et l'économie peuvent se réconcilier et qu'il est possible d'élaborer des stratégies permettant à la fois la croissance économique et l'emploi ainsi qu'un respect durable de l'environnement. Telle est la grande tâche qui se présente à nous.

Je trouve donc judicieux que la Commission ne se soit pas contentée de définir l'objectif, mais qu'elle ait aussi formulé des objectifs ambitieux décrivant la voie qui permet d'y arriver.

Un élément clé est l'efficacité énergétique, à savoir comment obtenir les mêmes résultats en consommant moins d'énergie. À cet égard, le gouvernement fédéral, soutenu par le Bundestag, a ouvert une voie nouvelle avec le programme "modernisation des logements". Mais je tiens à souligner que les résultats que nous obtenons dans ce cadre en matière de réduction des émissions de CO₂ doivent être bien supérieurs si nous voulons atteindre les objectifs généraux. Avec notre programme "modernisation des logements", nous allons économiser environ 1 million de tonnes d'émissions de CO₂. À l'aune du volume nécessaire, il s'agit certes d'un pas important, mais qui est loin de suffire.

Il est donc correct et essentiel que nous investissions massivement dans la recherche technologique, dans la recherche en matière d'efficacité énergétique. Au niveau national, nous avons bien entendu la stratégie high-tech et au sein de l'Union européenne le septième programme-cadre de recherche. Jamais encore, dans l'histoire de l'Union européenne, un

programme de recherche d'une telle ampleur n'avait été mis en œuvre. Ce programme de recherche doit naturellement tenir compte de toute la gamme des émissions de gaz à effet de serre et se concentrer non seulement sur les énergies renouvelables, qui constituent une grande priorité, mais aussi sur des technologies du charbon propres avec piégeage et stockage du dioxyde de carbone. Il s'agit d'un domaine tout nouveau. L'Union européenne veut construire douze sites de démonstration d'ici 2015. Vattenfall a commencé à planifier le premier ici dans le Brandebourg. Il faut savoir qu'en piégeant le CO₂, le taux d'efficacité des centrales au charbon diminue. C'est précisément dans ce domaine qu'il faut concentrer la recherche. La question du stockage - et j'ajouterai aussi celle de l'utilisation ultérieure du CO₂ - sont des problèmes techniques auxquels on n'a pas encore trouvé de solution, mais aussi des thèmes passionnants.

Nous voulons ouvrir, et il s'agit d'un objectif incroyablement ambitieux, à ce que de telles technologies de piégeage du dioxyde de carbone soient lancées sur le marché à grande échelle d'ici 2020.

Nous avons besoin de véhicules faiblement émetteurs et de maisons "énergie plus", c'est-à-dire des maisons qui permettent de produire plus d'énergie que ce qu'elles ne consomment.

Je souhaite encore ajouter quelque chose au sujet du débat sur les véhicules, car je pense que ce thème fait l'objet d'une discussion un peu déformée dans l'opinion publique. Le gouvernement fédéral soutient l'objectif visant à faire passer, d'ici 2012, les émissions de CO₂ à 120 grammes par kilomètre en moyenne pour la flotte automobile européenne, tout d'abord à 130 grammes par la technologie puis à 120 grammes en mélangeant aux carburants 10% de biocarburant. Nous sommes d'accord sur ce point. Mais nous insistons sur le fait que cette valeur ne doit pas être atteinte par chaque fabricant, mais qu'il doit s'agir d'une consommation moyenne générale. Nous sommes parvenus à faire accepter ce principe par la Commission. Cela ne signifie pas que les efforts techniques ne doivent pas être aussi importants pour les grands véhicules que pour les autres.

Cela signifie également que les fabricants de véhicules qui produisent déjà aujourd'hui moins de 120 grammes de CO₂ par kilomètre ont l'obligation de réaliser des améliorations techniques afin de faire baisser la moyenne. Chacun est concerné.

L'Union européenne est aujourd'hui déjà le numéro un mondial en matière de technologie utilisant les énergies renouvelables. En ce qui concerne l'énergie éolienne, nous avons une part de marché mondial de 60%, ce dont nous pouvons être fiers.

Les Chinois et les Indiens seraient vraiment impressionnés de nous voir nous quereller, dans cette enceinte, pour savoir qui désigne ce "nous".

Félicitons-nous tous ensemble d'avoir une part de marché mondial de 60% en matière d'énergie éolienne. Qu'il s'agisse d'une loi encore conçue par notre collègue Dietrich Austermann, aujourd'hui ministre du Schleswig-Holstein, ou bien mise en œuvre par ses successeurs, toujours est-il que nous avons du succès. Prenons quelques secondes, Mesdames et Messieurs, pour savourer ce succès.

Afin de pouvoir mettre tout cela en œuvre, nous devons par ailleurs renforcer l'esprit de concurrence en Europe, c'est-à-dire réaliser le marché intérieur de l'électricité et du gaz. Nous constatons précisément ces jours-ci que ce n'est pas si facile.

Si la réunion du Conseil européen la semaine prochaine est un succès, nous adopterons un plan d'action pour l'efficacité énergétique. Ce sera la première réponse commune et contraignante pour de nombreuses années de l'UE aux défis de la politique énergétique. Je trouve que c'est une mesure importante et judicieuse.

Si nous nous accordons sur les objectifs en matière de protection du climat que nous ambitionnons aujourd'hui, notre présidence du G8 ainsi que les entretiens au sommet UE-États-Unis et au sommet UE-Russie nous donneront l'occasion de montrer que l'Europe est à la pointe et qu'elle donne l'exemple dans le domaine de la protection du climat.

Je sais que l'Union européenne n'émet que 15% des émissions de CO2 dans le monde. Il est manifeste que l'Europe ne parviendra pas seule à résoudre les problèmes climatiques. Il faut donc réussir à convaincre les autres. Mais selon moi, il est certain aussi que si nous pouvons prouver, en Europe, que la rentabilité et l'écocompatibilité, l'économie et l'écologie, ne sont pas antagonistes, alors nous pourrions occuper la première place en matière de technologie et d'innovation dans ce domaine. Nous montrons aussi en même temps que nous assumons notre responsabilité envers la planète. L'Europe doit saisir cette chance. Cela nous aidera à gagner le soutien des autres.

Nous savons tous que l'Europe ne se réduit pas à des directives ou à des décisions sur les vaches laitières, les oliveraies et les substances chimiques. La capacité des 27 États membres à trouver sans cesse des compromis repose sur le fait que nous sommes unis par une compréhension commune, un système commun de valeurs. Nous devons penser l'Europe sous la perspective des citoyens, de la population. C'est la raison pour laquelle nous voulons profiter des célébrations à l'occasion du 50ème anniversaire des Traités de Rome, les 24 et 25 mars prochains, pour souligner dans la déclaration de Berlin l'essence même de l'Europe, et ce, en décrivant d'un part les succès que nous avons rencontrés, mais aussi, d'autre part, les tâches que nous devons accomplir au XXIème siècle.

Nous savons - et à juste titre, je pense - que la question relative à ce qu'il adviendra du traité constitutionnel à la fin de notre présidence est décisive pour celle-ci, mais surtout pour l'avenir de l'Union européenne. Elle influencera aussi notre préparation aux élections européennes de 2009. Nous savons que l'avenir commun de l'Union européenne ne peut être façonné au moyen du Traité de Nice. Nous avons besoin d'un traité qui souligne davantage la responsabilité régionale, subsidiaire, qui rende les institutions de l'Europe capables d'action, qui insiste sur ce qui unit l'Union européenne. Nous devons donc travailler jusqu'en juin sur un calendrier contenant les prochaines étapes à réaliser en ce qui concerne le traité constitutionnel. De premières consultations montrent que malgré toutes les difficultés, il existe un vaste consensus sur le fait que nous devons faire un geste pour que cette Union européenne soit capable d'agir.

Le gouvernement fédéral fera tout ce qui est en son pouvoir pour atteindre ce but.

Nous savons en effet que l'Europe est notre avenir. Le commerce mondial, la protection de l'environnement, la migration illégale et les questions internationales de sécurité sont des défis que les États nationaux ne peuvent plus relever seuls. Il n'y a pas un domaine politique qui soit épargné par les implications internationales. Nous nous en rendons compte également au Bundestag. Puisqu'il en est ainsi, je souhaite que malgré tous les problèmes et toutes les difficultés, nous, Européens, gardions conscience des incroyables perspectives d'avenir que nous offre cette Union européenne! Gardons conscience que, tout comme les pères fondateurs de l'Union européenne y sont parvenus il y a un demi-siècle, c'est à nous de perpétuer l'histoire à succès européenne des cinquante dernières années pour les cinquante ans à venir, tout en

regardant plus loin que le bout de notre nez et en identifiant les défis majeurs de notre siècle. Nous pourrions ainsi achever ce qui existe déjà en grande partie aujourd'hui: un espace de paix, de liberté, de sécurité et de prospérité. Le jeu en vaut la chandelle.

Je vous remercie.

Source : Ambassade d'Allemagne